



ERAMET

Revue de Presse

lundi 22 octobre 2012

SOMMAIRE

COURS DE BOURSE

Eramet	1
<i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	

GROUPE

L'aéronautique se sent pousser des ailes dans le Puy-de-Dôme	2
<i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	
Le titane « Made in France » et les Seychelles	3
<i>Le Journal du Dimanche .- 21/10/2012</i>	
Après le ministre du Redressement productif,	4
<i>La Montagne Clermont Ferrand-riom .- 21/10/2012</i>	
Érigé en exemple du « made in France »	5
<i>La Montagne .- 20/10/2012</i>	
« Ces investissements confortent les sites et l'emploi en Auvergne »	6
<i>La Montagne .- 20/10/2012</i>	
« Nous sommes loin des soixante emplois promis à l'UKAD »	7
<i>La Montagne .- 20/10/2012</i>	
2500 personnes attendues chez Aubert et Duval	8
<i>LaMontagne.fr .- 20/10/2012</i>	
Montebourg, avocat des mines	9
<i>Midi Libre .- 20/10/2012</i>	
« Redevenir une nation industrielle »	10
<i>La Montagne .- 19/10/2012</i>	
Un avenir forgé à coups de millions	11
<i>La Montagne .- 19/10/2012</i>	
Marc Dauzat	12
<i>La Montagne .- 19/10/2012</i>	
100 % de la production aluminium regroupée sur le site d'Issoire	13
<i>La Montagne .- 19/10/2012</i>	
Arnaud Montebourg chez Aubert et Duval : " On a de bonnes nouvelles aussi en France "	14
<i>LaMontagne.fr .- 19/10/2012</i>	
Après Aubert et Duval, Arnaud Montebourg se rend aux ateliers ACC à Clermont-Ferrand	15
<i>LaMontagne.fr .- 19/10/2012</i>	
Arnaud Montebourg en visite chez Aubert et Duval	16
<i>NewsAuvergne.com .- 19/10/2012</i>	
Aubert & Duval investit pour rester dans le peloton de tête mondial	17
<i>air-cosmos.com .- 19/10/2012</i>	
Arnaud Montebourg prône le "made in France" chez Aubert et Duval - Métallurgie - Sidérurgie	18
<i>UsineNouvelle.com .- 19/10/2012</i>	
08:18:27 Invité : Arnaud Montebourg, ministre du	19
<i>FRANCE BLEU PAYS D AUVERGNE L'invite de la redaction .- 19/10/2012</i>	

SOMMAIRE

08:01:34 Arnaud Montebourg inaugure ce matin les <i>FRANCE BLEU PAYS D AUVERGNE Journal de 08h00 .- 19/10/2012</i>	20
12:02:09 Arnaud Montebourg a visité le site <i>FRANCE 3 AUVERGNE 12-13 auvergne .- 19/10/2012</i>	21
18:59:36 Aubert et Duval inaugurerait ce matin ses <i>FRANCE 3 AUVERGNE 19-20 auvergne .- 18/10/2012</i>	22
19:01:16 Arnaud Montebourg, ministre du <i>FRANCE 3 AUVERGNE 19-20 auvergne .- 19/10/2012</i>	23
19:02:04 Aubert et Duval s'est associé <i>FRANCE 3 AUVERGNE 19-20 auvergne .- 18/10/2012</i>	24
Areva négocie avec Astorg pour céder Canberra <i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	25
Michelin s'engage dans une charte inter-entreprises <i>La Montagne .- 19/10/2012</i>	26
Les meilleures sociétés pour les actionnaires <i>Mieux Vivre Votre Argent .- 01/11/2012</i>	27
Les meilleures sociétés pour les actionnaires : le bulletin de notes de tous les concurrents <i>Mieux Vivre Votre Argent .- 01/11/2012</i>	29

LES METIERS DU GROUPE

Xstrata 'unfairly disparaged' says chief <i>Financial Times Europe .- 22/10/2012</i>	31
ArcelorMittal tente de desserrer l'étau de sa dette <i>Le Figaro économie .- 22/10/2012</i>	32
Dunkerque, "vitrine" française du géant de l'acier <i>Le Figaro économie .- 22/10/2012</i>	33
ArcelorMittal n'abandonne pas la France, mais investira peu pour renouer avec la croissance <i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	34
L'automobile, secteur clef pour l'avenir de Florange <i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	35
ArcelorMittal faces an asset sale <i>International Herald Tribune .- 22/10/2012</i>	36

LES MARCHES DU GROUPE

Cry, the beloved country <i>The Economist .- 20/10/2012</i>	37
Le fonds de modernisation des équipementiers automobiles étendu à 2015 <i>La Tribune .- 22/10/2012</i>	38

DEVELOPPEMENT DURABLE

A Hyderabad, les pays riches s'engagent à financer la lutte contre la perte de biodiversité <i>Les Echos .- 22/10/2012</i>	40
---	----

COURS DE BOURSE



VALEURS MNÉMO / INFO / OST	OUV VOL.	CLOT +HAUT +BAS	% VEIL % MOIS %52S	% AN +HAUT AN +BAS AN	BPA PER RDT
ERAMET (ERA) ▲	102,1	104,85	+ 2,39	+ 10,95	
	29007	105	+ 1,9	139,9	
FR0000131757 18/05/12 2,25	26.528.204	102,1	+2,69	75,95	2,15

GROUPE



AUVERGNE

■ En quelques semaines, Aubert & Duval (filiale d'Eramet) et Constellium (ex-Alcan Engineered Products) ont mis en service aux Ancizes et à Issoire des outils de fabrication et de transformation de nouveaux outils destinés notamment à l'aéronautique.

L'aéronautique se sent pousser des ailes dans le Puy-de-Dôme

C'est un gros cylindre de 20 tonnes. Ce lingot en superalliage vient d'être coulé dans le nouveau four d'élaboration sous vide du groupe Aubert & Duval, en quelques minutes, sous les yeux d'un spectateur pas comme les autres, le ministre du Redressement productif. Arnaud Montebourg s'est déplacé vendredi dans le Puy-de-Dôme, aux Ancizes, pour l'inauguration des deux nouveaux outils industriels de cette filiale d'Eramet. D'abord ce four, l'IV30, qui va permettre au sidérurgiste d'augmenter considérablement sa production, pour l'aéronautique, mais aussi pour le médical, le nucléaire, la défense et même la formule 1. « *Il n'y a pas plus de dix jours équivalents dans le monde et pas plus de trois de la même taille* », se félicite Patrick Buffet, le président d'Eramet. Et ensuite, la nouvelle usine de transformation de lingots en titane, baptisée « Ukad ». Une filiale commune avec le kazakh UKTMP, qui va donner à Aubert & Duval la capacité de rivaliser avec les américains et les russes, les seuls jusqu'ici à avoir obtenu la certification pour travailler sur les pièces aéronautiques.

Ces deux équipements industriels ont coûté 87 millions d'euros, assumé par Aubert & Duval. « *Tous les bénéfices de ces dernières années ont été entièrement réinvestis dans ces deux nouvelles unités* », insiste son président, Georges Duval. « *On a dû s'endetter aussi pour créer le maillon manquant de la filière européenne, alors que le titane est de 15 à 20 fois plus utilisé pour l'Airbus A350 que pour l'A320*. » Ainsi, ce matériau, deux fois plus léger que l'acier, résistant



Le président d'Aubert & Duval, George Duval (à gauche) en compagnie du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, vendredi aux Ancizes, lors de l'inauguration des nouveaux outils industriels de la société.

à la corrosion, représentera 17 % du poids total de l'A350.

« **Un vrai relais de croissance** » Mais la plus grande fierté du groupe est d'être parvenu à convaincre les partenaires kazakhs « *d'investir et de créer des emplois ici en France plutôt que chez eux* », insiste Georges Duval. Un discours qui n'a pas laissé indifférent Arnaud Montebourg, ardent défenseur du made in France. « *Vous prenez des risques, vous investissez dans des technologies nouvelles, vous choisissez la France résolument et vous défendez votre territoire. Vous avez embauché 600 personnes l'an dernier. Cela mérite d'être dit alors que s'accumulent tous les jours sur mon bureau les mauvaises nouvelles. Et bien en voilà une bonne* », s'est-il exclamé.

Eramet n'est pas le seul à investir dans le département. Le Puy-de-Dôme mise beaucoup sur la filière aéronautique, avec Aubert & Duval, mais aussi avec Constellium, troisième employeur industriel du Puy-de-Dôme avec 1.400 salariés et 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. Depuis quelques mois, le site d'Issoire de Constellium dispose de « *la seule fonderie de taille industrielle au monde produisant des alliages à basse densité et haut niveau de performance. Celle de l'américain Alcoa ne sera opérationnelle qu'en 2014. Cette innovation est un vrai relais de croissance pour Issoire* », affirme le directeur du site, Olivier Leducq. La technologie AirwareTM - 41,5 millions d'euros investis à Issoire et dans le centre de recherche de Voreppe

(Isère) - prend « *une part très importante de l'aluminium utilisé dans l'A350, moyen-long courrier d'Airbus qui volera à partir de 2014* ». Dès 2010, Airbus et Bombardier ont d'ailleurs signé des contrats de long terme pour la fourniture d'alliages issus de cette technologie AirwareTM (développé en commun avec Aubert & Duval). Malgré un prix plus élevé, la légèreté de cet alliage en aluminium-lithium est un élément déterminant, réduction de la consommation de carburant oblige. Des études sont en cours dans d'autres secteurs, notamment l'automobile : Audi devrait construire un prototype.

PIERRICK FAY
ENVOYÉ SPÉCIAL AUX ANCIZES,
ET SYLVIE JOLIVET CORRESPONDANTE
À CLERMONT-FERRAND



Coulisses

Le titane « Made in France » et les Seychelles

Arnaud Montebourg n'a pas boudé son plaisir en visitant vendredi matin les deux unités de production de la société Aubert & Duval (filiale d'Eramet) aux Ancizes-Comps (Puy-de-Dôme). L'occasion pour le ministre du Redressement productif de louer ces « usines nouvelles qui sont au top mondial ». Lancée l'an dernier, l'unité

Ukad produit des pièces de titane. Elle a nécessité un investissement de 47 millions d'euros financé par Eramet, EADS et le kazakh UKTMP, ce qui en fait une joint-venture franco-kazakhe. La France ne sera pas la seule à profiter de cet « investissement d'avenir ». Au terme d'un montage complexe, 50 % des profits d'UKAD – la part des Kazakhs – remonteront aux Seychelles. **B.B.**



Après le ministre du Redressement productif, place aux salariés et à leurs familles. Les trois jours de célébrations des investissements puydômois d'Aubert et Duval se sont clos avec une journée et demie de portes ouvertes.

Ce n'est pas tous les jours qu'Aubert et Duval ouvre ses portes au public. Pas tous les ans non plus, d'ailleurs.

La dernière fois, c'était en 2007, pour le centenaire. Cinq ans plus tard, ils sont près de 2.500, des salariés et leur famille, à avoir eu ce privilège. Le même programme que celui réservé au ministre Arnaud Montebourg les attendait, vendredi après-midi et hier, toute la journée : 1 h 30 de visite des dernières installations de l'entreprise aux Ancizes, le four IV 30 et l'usine UKAD.

Le point final de trois jours de célébration des 150 millions d'euros investis par Aubert et Duval dans ses sites des Ancizes et d'Issoire, en quatre ans. « Cela a demandé énormément d'organisation. Beaucoup de rigueur, beaucoup de

patience. Mais tout s'est merveilleusement bien passé », pouvait souffler, hier, François Kieffer, directeur des ressources humaines du site des Ancizes.

Le flot de visiteurs a déferlé par petites vagues parfaitement minutées dans les deux bâtiments rutilants, où la production avait été stoppée pour l'occasion. Pour leur expliquer le fonctionnement des fours, lingotières et presses, les meilleurs guides qui soient : les personnes qui travaillent dessus, chaque jour. De quoi repartir avec plein d'images en tête mais seulement dans la tête : les photos étaient interdites, secrets industriels obligent.

« Ce sont de très belles usines », a apprécié un visiteur, salarié de l'entreprise. « Les gens qui passent à côté ne peuvent pas imaginer ce qu'on fait ici. Que les produits qui sortent de ces usines passeront bientôt au-dessus de leur tête, dans un avion ».

L'aéronautique est en effet l'un des débouchés importants d'Aubert et Duval. Dans le showroom de l'usine

UKAD trônent une maquette de Rafale et des trains d'atterrissage de l'A350 et de l'A320. Des produits de très haute technologie, illustration du savoir-faire d'Aubert et Duval.

« J'espère que ces portes ouvertes participeront également à susciter des vocations, soulignait Marc Dausat, directeur du site des Ancizes. Qu'elles auront permis aux parents de comprendre que l'industrie, ce n'est plus Zola. Que l'avenir de leurs enfants peut être ici ».

n WEB

Cet article vous a intéressé ?

Retrouvez notre reportage vidéo sur www.lamontagne.fr

Texte : Roland SeguyPhotos : Rémi Dugne





Érigé en exemple du « made in France »

Le ministre du Redressement productif à son aise, hier, dans une entreprise qui a investi 150 millions d'euros ces dernières années. En France.

Grand sourire à sa sortie de voiture. Et une formule qui en dit long : « On a aussi des bonnes nouvelles, en France ! ».

Le chantre de la réindustrialisation et du « made in France » s'est senti parfaitement à son aise, hier, aux Ancizes. Ici, pas de plan social, pas de fermeture de hauts fourneaux, mais 150 millions d'euros d'investissements en quatre ans, au coeur du Massif central. Pour des équipements de pointe qui doivent permettre à Aubert et Duval de rester un leader mondial de la métallurgie.

« Ça fait plaisir de voir un ministre qui s'intéresse autant », a pu glisser Georges Duval, le président d'Aubert et Duval, au terme de près de trois heures de visite. Au cours de laquelle le ministre du Redressement productif arborait fièrement, non pas une marinière, mais un bout du ruban tricolore de l'inauguration à sa veste, en guise de pochette.

Bleu, blanc, rouge. L'image et les mots qui vont avec : « Je suis très heureux d'être ici, dans cette période où les mauvaises nouvelles s'accumulent, tous les jours, sur mon bureau. Vous êtes une fierté auvergnate et française. Combien de fois avons-nous vu des entreprises oublier leur patrie ? Vous, au contraire, vous défendez nos territoires. Vous choisissez la France ». Et Arnaud Montebourg de voir en Aubert et Duval « un magnifique exemple du nouveau modèle patriotique », à l'opposé d'un « modèle libéral financier qui a vécu, qui est allé trop loin, qui a permis de tout faire et notamment n'importe quoi ».

Alors que Georges Duval et Patrick Buffet, président du groupe Eramet, lui remettaient en cadeau une barre de métal illustrant les alliages et superalliages dont Aubert et Duval est le spécialiste, le ministre rendait à nouveau hommage à « une entreprise qui respecte l'histoire et la géographie de son territoire ». Et d'élargir : « La France est une grande nation technologique. Elle doit redevenir une nation

industrielle ».

Chaudement applaudi, Arnaud Montebourg concluait non sans lyrisme : « Le redressement est ici, aujourd'hui. Vive le Redressement productif, vive Aubert et Duval et vive la France ! ». Avant de prendre la route pour une autre bonne nouvelle (lire en page 3). Une journée décidément pas comme les autres.

De nombreuses personnalités ont participé à la visite, notamment le président de Région René Souchon, le président du Département Jean-Yves Gouttebel, les députés et sénateurs du Puy-de-Dôme dont la députée de Riom Christine Pirès-Beaune, le député européen Brice Hortefeux, le maire des Ancizes Pascal Estier...

Roland Seguy
roland.seguy@centrefrance.com





« Ces investissements confortent les sites et l'emploi en Auvergne »

Investir pour « continuer de faire la course en tête ».

Pour Georges Duval, président d'Aubert et Duval, il était nécessaire que l'entreprise ait « l'audace » de s'endetter lourdement pour affronter la concurrence.

Question : 150 millions d'euros d'investissements, c'est une manière de conforter les sites puydômois d'Aubert et Duval ?

Indiscutablement. En mettant l'accent sur le développement du titane, les superalliages et l'aluminium, nous nous positionnons pour l'avenir. Nous sommes confrontés à une concurrence très vive, notamment asiatique.

Nous savons que nous allons perdre des parts de marché sur nos produits d'entrée de gamme. Il nous faut développer de nouvelles activités pour remplacer cela. Les équipements que nous inaugurons aujourd'hui nécessiteront également d'autres outils, l'emploi de nos moyens de transformation. Ils confortent donc nos sites et nos emplois en Auvergne.

Question : Le montant de ces investissements ne représente-t-il pas un risque pour l'entreprise ?

Il y a toujours un risque dans les choix que fait une entreprise. Mais il

faut de l'audace, une vision. Nous avons réinvesti dans l'entreprise tous les bénéfices de ces dernières années, avec le soutien du groupe Eramet, et nous nous sommes endettés au maximum de nos capacités. Nous sommes sur du long terme.

Désormais, nous allons être extrêmement rigoureux concernant nos dépenses, afin de dégager des profits nous permettant de rembourser nos emprunts.

Question : Vous investissez également beaucoup dans la recherche

Notre ambition est d'être une référence, en nous appuyant sur l'implication de tous nos collaborateurs, et en investissant lourdement dans la recherche et le développement. Face à la concurrence, nous devons être capables d'évoluer, pour nous différencier.

Nous investissons 4,5 % de notre valeur ajoutée dans la recherche, c'est à peu près trois fois plus que nos concurrents.

Question : Le fait d'être installé en France, pour une entreprise intervenant sur des marchés mondiaux, est-ce un atout ou un handicap ?

Il y a les deux. Des atouts, par exemple, avec un personnel de très bonne qualité et un bon savoir-faire. Et quelques handicaps, comme une législation en constante évolution. Un environnement instable qui complique la vie des entreprises.

Question : Vous n'avez pas été épargné par la crise

Nous avons connu une baisse d'activité très importante en 2009 et 2010, avec un chiffre d'affaires en chute de 30 %. Pour ne pas couler, nous avons dû adapter nos effectifs. Nous avons utilisé le chômage pour nos salariés et avons arrêté les contrats d'intérim.

C'est ce qui nous a permis de survivre et de poursuivre notre programme d'investissements.

Propos recueillis par R. S
n WEB

Retrouvez notre reportage vidéo sur www.lamontagne.fr





« Nous sommes loin des soixante emplois promis à l'UKAD »

Inquiétudes « On est un peu resté sur notre faim », avoue Pascal Perrot, délégué syndical central d'Aubert et Duval. Pas de réponses immédiates, mais le message au moins a été passé, hier, pour la dizaine de salariés qui ont été reçus par le directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg, dans la mairie de Saint-Georges-de-Mons. Emmenés par la Caper des Ancizes et le syndicat CGT, ils ont évoqué la question de l'exposition à l'amiante, des conditions de travail et de l'emploi : « Nous ne sommes évidemment pas opposés aux

investissements. Mais nous sommes loin des 60 emplois promis pour l'UKAD (nouvelle usine de transformation du titane, NDLR) ». Auparavant, c'est le comité des chômeurs d'Helveticast qui avait été reçu, pour pointer notamment les difficultés des personnes licenciées après 55 ans. Le directeur de cabinet transmettra au ministre du Travail.

Inquiétudes





> Lire cet article sur le site web

2500 personnes attendues chez Aubert et Duval

Après leurs clients, et Arnaud Montebourg hier, c'est au tour des salariés et de leur famille de venir découvrir les nouvelles usines de l'industrie des Ancizes Aubert et Duval. 500 personnes sont déjà venues hier suivre la visite. 2000 sont attendues aujourd'hui. Auteur : Valérie Guinard Vidéo ajoutée le : 20/10/2012 14:43:54 .

<http://www.lamontagne.fr/accueil/brightcove/2012/10/20/2500-personnes-attendues-chez-aubert-et-duval-91913875677001.html>





Montebourg, avocat des mines

Le retour à la production nationale reste le cheval de bataille du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Avec, en filigrane, un retour aux industries minières que la France a abandonnées depuis des décennies sur décision de son État, et bien sûr la grande question des gaz de schistes. Pour le ministre Montebourg, qui devait, hier, compenser une semaine difficile avec l'accumulation de nouveaux plans sociaux, dont les 1 500 postes supprimés en France par Alcatel-Lucent, l'enjeu est clair. Une « bataille mondiale », rien de moins, a commencé pour se rendre maître des mines et des ressources du sous-sol.

« Pour nous, la question minière et extractive n'est pas une question mince. La bataille mondiale a commencé entre les grandes nations, les continents pour maîtriser les ressources et se les approprier », a expliqué le ministre dans un discours pour l'inauguration, dans le Puy-de-Dôme, de deux usines de la société Aubert et Duval, filiale du groupe minier Eramet.

« C'est la bataille pour les terres rares qui se déroule parfois avec quelques dérapages géostratégiques. Notre souhait est que la France reprenne le combat », a insisté M. Montebourg.

« Les ressources dont nous disposons sous nos pieds sont considérables »

Arnaud Montebourg

Le ministre a évoqué à ce sujet les « points de reconquête économique et industrielle que nous devons mener pour sécuriser nos approvisionnements, organiser la défense de notre souveraineté ». « Les mines et l'industrie extractive doivent connaître une nouvelle vie, une renaissance dans notre pays. Il s'agit de réaliser à quel point l'industrie extractive et les ressources dont nous disposons sous nos pieds sont considérables », a insisté M. Montebourg, ne citant pas nommément les gaz de schistes.

« Le Bureau de recherches géologiques et minières, qui est sous ma tutelle, a fait l'objet d'une demande de ma part d'actualisation des connaissances de nos ressources », a-t-il précisé. Mardi, à l'issue du Comité des métaux stratégiques (Comes), le ministre avait déjà souhaité que la France puisse redevenir un pays minier, et regretté l'absence, dans l'Hexagone, d'un grand acteur dans le secteur. L'État français, qui avait nationalisé les houillères en 1946, les a massivement supprimées depuis, fermant la dernière, en Cévennes, en 1985, et dans le Nord en 1990.

GAZ DE SCHISTES

Hollande hésite

Le chapitre du rapport sur la compétitivité concernant le gaz de schistes que Louis Gallois remettra, le 5 novembre, au gouvernement français, qui contiendrait un plaidoyer en faveur de cette source d'hydrocarbures, fait par avance hésiter l'Élysée. François Hollande a déclaré, hier, à Bruxelles, que

« c'est un rapport qui engage son auteur, qui n'engage pas le gouvernement, pas le président de la République ». Mais il a balancé en jugeant que ce rapport devra

« aider à prendre les décisions », « il y aura sûrement beaucoup d'éléments à reprendre de ce rapport », a-t-il ajouté. Les gaz de schistes sont importants dans le nord du

Languedoc-Roussillon et dans le sud de Rhône-Alpes voisine.

AFP





« Redevenir une nation industrielle »

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, inaugure, aujourd'hui à Saint-Georges-de-Mons, dans le Puy-de-Dôme, la nouvelle unité de production de titane, baptisée UKAD, née de l'alliance d'Aubert et Duval avec le Kazakh UKTMP. Il s'agit, dit-il, d'un événement pour l'Auvergne et pour la France.

Pour Arnaud Montebourg, la France peut réaliser sa troisième révolution industrielle.

Question : Pourquoi visiter ce site auvergnat ?

Aubert et Duval est une entreprise en plein essor, créatrice d'emplois, qui positionnera UKAD à un très haut niveau mondial dans l'exploitation du titane. Je salue donc ce groupe, filiale à 100 % du groupe Eramet acteur minier essentiel pour le contrôle stratégique des métaux rares. L'entreprise est l'un de nos leaders mondiaux dans la transformation métallurgique, pour les marchés de haute technologie, notamment dans l'aviation. Ils sont le deuxième employeur du Puy-de-Dôme. Leur investissement important est une preuve de l'optimisme qui doit nous animer dans le redressement productif. Le lancement de cette nouvelle unité est un grand événement pour l'Auvergne et pour la France. J'apporte le soutien du gouvernement à ce type d'investissement patriotique. C'est aussi un message de soutien aux entreprises innovantes.

Question : Quelle est votre vision territoriale du redressement productif ? Voulez-vous donner la priorité aux métropoles, sources de

croissance ?

Tous les territoires ont des atouts et des points faibles. Nous voulons mettre la priorité sur les filières porteuses de croissance future et concentrer les efforts sur les treize filières stratégiques de la Conférence nationale de l'Industrie dans lesquelles nous avons des atouts exceptionnels. Nous défendons 70 pôles de compétitivité. Nous allons ainsi diffuser auprès des PME le patrimoine des brevets industriels des laboratoires publics.

Question : Quel est votre premier bilan de sauveteur industriel ?

L'objectif c'est de restructurer les entreprises, parfois avec des sacrifices, pour conserver notre outil industriel et nos compétences. Sur les 119 dossiers traités, 4.800 emplois ont été perdus et 22.000 préservés. C'est la stratégie à l'allemande de maintien et de défense des savoir-faire industriels.

Question : Que faites-vous à l'échelle européenne ?

Nous cherchons à réorienter l'Europe pour qu'elle défende enfin nos outils industriels. Le commissaire européen à l'Industrie vient de fixer l'objectif de 20 % de nos PIB consacrés à l'industrie en 2020. Un point par an de réindustrialisation.

C'est considérable. En décembre nous ouvrirons le débat pour une nouvelle politique industrielle européenne.

Question : La Banque publique d'investissement vient d'être créée. Comment allez-vous l'utiliser ?

Ce sont les entreprises qui vont se servir de cette banque de terrain. Elle sera plus patiente et moins gourmande que les banques

actuelles, plus proche de l'industrie, de l'investissement à long terme. La finance est mise au service de l'économie industrielle.

Question : Le budget est-il favorable au redressement ?

Nous avons hérité de la France endettée et nous sommes obligés de rétablir les comptes publics. Cela suppose des sacrifices. Les classes privilégiées ces dernières années sont mises à contribution alors qu'elles ont bénéficié de baisses d'impôts inconsidérées. C'est donc un budget juste, de gauche.

Question : Les couacs gouvernementaux contribuent-ils à la confiance, l'un des moteurs de la croissance, selon le président ?

C'est toujours mieux quand le gouvernement est bien coordonné et je crois qu'il l'est sur l'essentiel. Nous engageons la France dans un grand ouvrage pour redevenir une nation industrielle exportatrice. C'est le cap. Il y a des entrepreneurs audacieux, des génies de l'entreprise partout en France. Notre projet est de nous unir autour d'eux pour en faire les futurs capitaines d'industrie. En quelques années, nous pouvons, par nous-mêmes, transformer tout notre système de transport avec la voiture électrique, notre système énergétique par les économies d'énergies. C'est ainsi, par l'innovation, que nous réaliserons notre troisième révolution industrielle.

Xavier Panon





Un avenir forgé à coups de millions

Titane, aluminium, fusion sous vide : Aubert et Duval s'est équipé de technologies de pointe qu'elle inaugure cette semaine. Le ministre Arnaud Montebourg succède aujourd'hui aux clients, reçus hier aux Ancizes et à Issoire.

C'est une expérience à vivre. Impressionnante. Une vague de chaleur vous saisit tandis qu'approche un énorme morceau de titane chauffé au rouge, tout juste sorti du four. La presse flambant neuve de 4.500 tonnes assène ses premiers coups. Le métal obéit comme du beurre fondu.

Cette sensation, deux cents personnes l'ont éprouvée, hier, dans la nouvelle usine Ukad, à Saint-Georges-de-Mons. Deux cents clients invités à découvrir les trois investissements majeurs réalisés par Aubert et Duval sur ses sites des Ancizes et du Puy-de-Dôme : l'Ukad, dédiée à la transformation du titane ; le four de refusion sous vide IV 30 ; et la presse à forger l'aluminium PS 27, à Issoire. Au

total, 150 millions d'euros ont été investis dans le Puy-de-Dôme, en quatre ans. Cela valait bien trois jours d'inauguration, qui se poursuivent ce matin avec la visite du ministre Arnaud Montebourg (lire notre interview en pages France), puis des portes ouvertes pour les salariés et leur famille.

« Avec ces trois équipements, nous franchissons une étape importante, pour répondre à toutes vos exigences », a souligné Georges Duval, président de l'entreprise. Des équipements de pointe le four IV 30 n'a pas de concurrent en France qui doivent permettre à Aubert et Duval d'accroître ses capacités de production et de conquérir de nouveaux marchés. Les clients approuvent : « Aubert et Duval est au top de la qualité mondiale. Nous sommes admiratifs de tous ces investissements, réalisés en France, car nous sommes très attachés au maintien de l'industrie dans notre pays », se félicite Marc Ventre, directeur général délégué du groupe

Safran, le premier client du site des Ancizes.

« Aubert et Duval peut être fier de ces réalisations, qui vont contribuer à donner un nouvel élan à notre collaboration », applaudit pour sa part Éric Zanin, directeur des achats matières et pièces chez Airbus, autre donneur d'ordres de premier plan.

Un « pari sur l'avenir », selon Marc Dauzat, directeur du site des Ancizes, qui conforte également l'implantation de l'entreprise dans le département.

n WEB

Retrouvez notre reportage vidéo sur www.lamontagne.fr

Roland Seguy
roland.seguy@centrefrance.com





marc dauzat

marc dauzat

Directeur du site Aubert et Duval
des Ancizes

Question : Ces investissements
confortent le site des Ancizes

Ils sont une preuve qu'il y a un
avenir pour l'industrie en France, à
condition d'investir et de former le
personnel. Ces investissements sont
un pari sur l'avenir qui, en effet
conforte le site des Ancizes.

Question : Est-ce difficile de
recruter, pour une entreprise
des Combrailles ?

Pas pour les métallurgistes de haut
niveau, grâce à la réputation
d'Aubert et Duval. C'est plus
difficile pour les métiers
traditionnels. Il faut trouver d'autres
voies que les voies classiques. Nous
avons par exemple noué des
partenariats avec des lycées où nous
montrons que l'industrie est un beau
métier, loin de l'image d'Épinal.

marc dauzat





100 % de la production aluminium regroupée sur le site d'Issoire

De cette usine sortent des pièces destinées notamment à l'A380, à l'A320 d'Airbus, au B777 de Boeing ou encore au réservoir de la fusée Ariane

« Pour les avions, ce sont des pièces dites de structure. Elles assurent l'intégrité physique de l'appareil en étant à des positions stratégiques pour établir la jonction entre les ailes et le fuselage », résume Nicolas Guédon, directeur d'Aubert et Duval Issoire.

Près de deux cents clients ont pu assister, hier après-midi, aux prouesses et au travail d'une remarquable précision du dernier

outil installé sur le site : la PS 27, une presse de 3.000 tonnes dédiée au forgeage de l'aluminium. L'investissement atteint un total de 23 millions d'euros.

« Il permet de regrouper sur le site d'Issoire la totalité de la filière aluminium d'Aubert et Duval », précise le directeur. Pour l'entreprise, ce nouvel outil, « le plus performant et important de sa filière aluminium », a également pour vocation d'« accompagner les clients dans la montée en régime de leurs programmes ». Parmi les plus symboliques : l'A350 d'Airbus et le B787 de Boeing. Les innovations

apportées par la PS 27 permettront aussi « de poursuivre la mise au point et la transformation du nouvel alliage Airware® de nos voisins de Constellium », ajoute Nicolas Guédon. Devant les yeux des clients, un autre joyau issoirien a démontré ses performances : la presse à matricer d'Interforge, d'une puissance de 65.000 tonnes. La plus puissante d'Europe.

Sébastien Besse





> Lire cet article sur le site web

Arnaud Montebourg chez Aubert et Duval : " On a de bonnes nouvelles aussi en France "

Le ministre du redressement productif est arrivé sur le site Aubert et Duval des Ancizes (Puy-de-Dôme), ce vendredi matin vers 9 h 35. En descendant de la voiture qui l'emmenait sur les lieux, Arnaud Montebourg a déclaré en souriant : " On a de bonnes nouvelles aussi en France ! ". Le ministre est venu découvrir les nouvelles technologies dont s'est équipé le groupe : l'Ukad dédiée à la transformation du titane, le four de refusion sous vide IV 30 et la presse à forger l'aluminium PS 27, à Issoire. Au total, ce sont 150 millions d'euros qui ont été investis dans le Puy-de-Dôme en quatre ans. L'entreprise est l'un des leaders mondiaux dans la transformation métallurgique pour les marchés de haute technologie et le deuxième employeur du Puy-de-Dôme. " 22.000 emplois préservés " Dans une interview à La Montagne , Arnaud Montebourg défend aujourd'hui son action, dans une période marquée par une multiplication de plans sociaux. " Sur les 119 dossiers traités, 4.800 emplois ont été perdus et 22.000 préservés.

C'est la stratégie à l'allemande de maintenance et de défense des savoir-faire industriels " déclare-t-il. A l'échelle européenne, le ministre se réjouit de l'objectif de 20 % des PIB des pays européens, consacrés à l'industrie en 2020. Il annonce également l'ouverture d'un débat en décembre pour une nouvelle politique industrielle européenne. Enfin, il justifie l'intérêt de la Banque publique d'investissement nouvellement créée : " Elle sera plus patiente et moins gourmande que les banques actuelles, plus proche de l'industrie, de l'investissement à long terme " . .

<http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2012/10/19/arnaud-montebourg-chez-aubert-et-duval-on-a-de-bonnes-nouvelles-aussi-en-france-1302032.html>





> Lire cet article sur le site web

Après Aubert et Duval, Arnaud Montebourg se rend aux ateliers ACC à Clermont-Ferrand

11 h 58 - Arnaud Montebourg va maintenant se rendre sur le site des ACC à Clermont-Ferrand, un déplacement qui n'était pas annoncé. 11 h 40 - Arnaud Montebourg évoque les investissements d'Aubert et Duval dans le Puy-de-Dôme : " C'est un événement important, autant pour la région Auvergne que pour la France " . " L'économie française innovante peut être patriotique et gagnante ". 11 h 30 - Arnaud Montebourg prend la parole 11 h 20 - C'est l'heure des discours. La parole est d'abord à Georges Duval. 11 h 10 - Arnaud Montebourg assiste à une démonstration de forgeage de titane. 10 h 45 - Le ministre du redressement productif découvre maintenant l'Ukad, autre investissement du site, dédié à la transformation du titane. 10 h 40 - Présent lors de la visite, Brice Hortefeux a plaisanté devant les journalistes sur cette fameuse une du Parisien Magazine. "Arnaud Montebourg fait ce qu'il veut.

Maintenant, on est en Auvergne, il aurait pu mettre des sabots made in France ". 10 h 30 - Interrogé sur sa photo surprenante en une du Parisien Magazine (lire ici), Arnaud Montebourg se justifie : " La France doit s'unir autour du made in France et tout le monde doit participer ". 10 h 20 - Le ministre poursuit sa visite. Plusieurs élus locaux sont présents, notamment le président de région René Souchon, le président du Conseil Général Jean-Yves Gouttebel, le maire de Clermont-Ferrand Serge Godard et les parlementaires socialistes et écologistes. 10 h 05 - Arnaud Montebourg a inauguré le four IV30 du site Aubert et Duval. Le four fonctionne depuis 2011 et représente un investissement de 40 millions d'euros. 9 h 35 - Le ministre du redressement productif est arrivé sur le site Aubert et Duval des Ancizes (Puy-de-Dôme).

En descendant de la voiture qui l'emmenait sur les lieux, Arnaud Montebourg a déclaré en souriant : " On a de bonnes nouvelles aussi en France ! ". Le ministre est venu découvrir les nouvelles technologies dont s'est équipé le groupe : l'Ukad dédiée à la transformation du titane, le four de refusion sous vide IV 30 et la presse à forger l'aluminium PS 27, à Issoire. Au total, ce sont 150 millions d'euros qui ont été investis dans le Puy-de-Dôme en quatre ans. L'entreprise est l'un des leaders mondiaux dans la transformation métallurgique pour les marchés de haute technologie et le deuxième employeur du Puy-de-Dôme. " 22.000 emplois préservés " Dans une interview à La Montagne , Arnaud Montebourg défend aujourd'hui son action, dans une période marquée par une multiplication de plans sociaux. " Sur les 119 dossiers traités, 4.800 emplois ont été perdus et 22.000 préservés. C'est la stratégie à l'allemande de maintenance et de défense des savoir-faire industriels " déclare-t-il. A l'échelle européenne, le ministre se réjouit de l'objectif de 20 % des PIB des pays européens, consacrés à l'industrie en 2020. Il annonce également l'ouverture d'un débat en décembre pour une nouvelle politique industrielle européenne. Enfin, il justifie l'intérêt de la Banque publique d'investissement nouvellement créée : " Elle sera plus patiente et moins gourmande que les banques actuelles, plus proche de l'industrie, de l'investissement à long terme " . .

<http://www.lamontagne.fr/auvergne/actualite/2012/10/19/apres-aubert-et-duval-arnaud-montebourg-se-rend-aux-ateliers-acc-a-clermont-ferrand-1302032.html>





> Lire cet article sur le site web

Arnaud Montebourg en visite chez Aubert et Duval

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, était en visite, ce matin, chez Aubert et Duval, aux Ancizes (Puy-de-Dôme), pour inaugurer deux nouvelles unités du groupe : le four IV 30 -il en existe moins de dix de ce type dans le monde - et l'usine de production de titane UKAD, opérationnelle depuis octobre 2011. IV 30, qui représente un investissement de 40 millions d'euros, permettra de réaliser des lingots allant jusqu'à 10 tonnes afin de répondre aux besoins de pièces de très grandes dimensions qui nécessitent des superalliages ou des aciers de hautes performances, destinés essentiellement aux marchés de l'aéronautique et du nucléaire. "Cet équipement va permettre à Aubert et Duval de multiplier par quatre sa capacité d'élaboration de métal sous vide", précise la direction du groupe. "S'unir autour du Made in France" A quelques mètres de là, l'usine UKAD, une joint-venture à 50-50 réalisée avec les Kazakh d'UKTMP, tourne déjà à plein.

Lancée l'an dernier, cet investissement de 47 millions d'euros permet d'approvisionner le marché mondial en pièces de titane. Une filière en forte croissance sur les secteurs de l'aéronautique. Arnaud Montebourg, VRP du Made in France, s'est dit impressionné par cette visite. " Nous sommes dans une situation difficile, nous perdons beaucoup d'emplois. Mais nous avons aussi des usines nouvelles qui sont au top mondial, un savoir-faire extraordinaire, des chefs d'entreprise qui sont des génies de la création qu'il faut encourager. La France doit s'unir autour de son industrie et de son "made in France" qui doit revivre", a déclaré le ministre.

Au total, ce sont 150 M€ d'investissement qui ont été réalisés par Aubert et Duval dans le Puy-de-Dôme au cours de ces quatre dernières années, avec à la clé une centaine d'emplois créés. En 2013, une nouvelle presse de matriçage PS 27 sera inaugurée à Issoire. .

<http://www.newsauvergne.com/arnaud-montebourg-en-visite-chez-aubert-et-duval-a4279.html>





> Lire cet article sur le site web

Aubert & Duval investit pour rester dans le peloton de tête mondial

Le 19/10/2012 à 17:07 | Par Nicole Beauclair Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a assisté le 18 octobre à la mise en service de nouveaux équipements chez Aubert & Duval. Une unité de forgeage de billettes de titane, un four d'élaboration sous vide de superalliages, et une presse de forgeage-étirage-cintrage de pièces en aluminium. Ce sont les trois équipements dont la mise en service est célébrée en cette fin de semaine en Auvergne. Ils ont mobilisé un investissement global de 150 millions d'euros par Aubert & Duval (et le kazakh UKTMP pour l'unité de forgeage Ukad).

Ukad, la coentreprise détenue à 50/50 entre Aubert & Duval et UKTMP, avait inauguré ses nouveaux outils industriels l'an passé à la même époque, avec au coeur du système, à Saint-Georges-de-Mons, une unité de transformation de lingots de titane en billettes et qui dote l'Europe d'une filière intégrée d'approvisionnement de pièces en titane en alternative des seules sources disponibles jusqu'à maintenant, à savoir les Etats-Unis et la Russie. Ce qu'a concrétisé Aubert & Duval ce jeudi 18 octobre, et qui lui vaut la visite du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, ce vendredi sur le site de Saint-Georges, ainsi que sur celui des Ancizes, le site historique d'Aubert & Duval à quelques centaines de mètres, c'est la célébration de la mise en service opérationnelle de l'unité de forgeage Ukad, ainsi que d'un four d'élaboration sous vide de superalliages dont la capacité annuelle lorsqu'il tournera à plein régime sera de 25 000 tonnes. Ce four, appelé IV30 (pour induction sous vide) est un investissement propre à Aubert & Duval, il est installé sur le site des Ancizes. En parallèle de ces mises en service opérationnelles, Aubert & Duval célébrait également la mise en place d'une autre machine, une presse à forger de 3 000 t pour l'aluminium, cette fois sur le site d'Aubert & Duval à Issoire.

Cette presse permet de forger, étirer et cintrer des ébauches en alliages d'aluminium avant qu'elles ne soient transformées par matriçage sur les autres moyens de production d'Aubert & Duval, notamment la presse de 65 000 tonnes de la société Interforge (également à Issoire) ou sur la presse de 40 000 tonnes d'Airforge à Pamiers (Ariège). Des investissements qui permettent à Aubert & Duval de rester dans le peloton des trois fournisseurs mondiaux de forgés aéronautiques, a rappelé Eric Zanin, directeur des achats matières, pièces et sous-traitance chez Airbus. Lequel a d'ailleurs rappelé que la création d'Ukad a été soutenue par Airbus via un contrat portant sur un volume d'affaires d'1,2 milliard d'euros sur 10 ans. Un investissement capital tant pour Aubert & Duval que pour Airbus, car le titane est un métal incontournable pour l'avenir, et déjà aujourd'hui sur les nouveaux appareils A350 d'Airbus et 787 de Boeing, gr'ce à sa compatibilité avec les matériaux composites à fibres de carbone. .

<http://www.air-cosmos.com/industrie/aubert-duval-investit-pour-rester-dans-le-peloton-de-tete-mondial.html>





> Lire cet article sur le site web

Arnaud Montebourg prône le "made in France" chez Aubert et Duval - Métallurgie - Sidérurgie

Le ministre du Redressement productif s'est rendu en Auvergne vendredi 19 octobre afin de visiter les deux nouvelles usines du groupe Eramet. L'occasion de prôner une fois de plus le "made in France". Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, était en visite, vendredi matin 19 octobre, chez Aubert et Duval, aux Ancizes (Puy-de-Dôme), pour inaugurer deux nouvelles unités du groupe : le four IV 30 - il en existe moins de dix de ce type dans le monde - et l'usine de production de titane UKAD, opérationnelle depuis octobre 2011. IV 30, qui représente un investissement de 40 millions d'euros, permettra de réaliser des lingots allant jusqu'à 10 tonnes afin de répondre aux besoins de pièces de très grandes dimensions qui nécessitent des superalliages ou des aciers de hautes performances, destinés essentiellement aux marchés de l'aéronautique et du nucléaire. " Cet équipement va permettre à Aubert et Duval de multiplier par quatre sa capacité d'élaboration de métal sous vide ", précise la direction du groupe. "S'unir autour du made in France" A quelques mètres de là, l'usine UKAD, une joint-venture à 50-50 réalisée avec les Kazakh d'UKTMP, tourne déjà à plein.

Lancée l'an dernier, cet investissement de 47 millions d'euros permet d'approvisionner le marché mondial en pièces de titane. Une filière en forte croissance sur les secteurs de l'aéronautique. Arnaud Montebourg, VRP du made in France, s'est dit impressionné par cette visite. " Nous sommes dans une situation difficile, nous perdons beaucoup d'emplois. Mais nous avons aussi des usines nouvelles qui sont au top mondial, un savoir-faire extraordinaire, des chefs d'entreprise qui sont des génies de la création qu'il faut encourager. La France doit s'unir autour de son industrie et de son 'made in France' qui doit revivre ", a déclaré le ministre.

Au total, ce sont 150 millions d'euros d'investissement qui ont été réalisés par Aubert et Duval dans le Puy-de-Dôme au cours de ces quatre dernières années, avec à la clé une centaine d'emplois créés. En 2013, une nouvelle presse de matriçage PS 27 sera inaugurée à Issoire. .

<http://www.usinenouvelle.com/article/arnaud-montebourg-prone-le-made-in-france-chez-aubert-et-duval.N184388>



Date : 19/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : L'INVITE DE LA REDACTION

Heure : 08:18:27

Durée : 00:02:40



[> Ecouter / Regarder cette alerte](#)

08:18:27 Invité : Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, par téléphone. - Il est en Auvergne aujourd'hui chez Aubert & Duval, filiale d' Eramet. Il inaugure 120 millions d'euros d'investissements. Revoir des mines ouvertes en Auvergne, ce n'est pas exclu. Ce seraient des mines de haute technologies respectueuses de l'environnement.

08:21:07

Date : 19/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : JOURNAL DE 08H00

Heure : 08:01:34

Durée : 00:01:24



> [Ecouter / Regarder cette alerte](#)

- 08:01:34 Arnaud Montebourg inaugure ce matin les gros investissements réalisés par Aubert & Duval.
- 08:02:02 Commentaire E Moreau. Il sera l'invité à 8h15.
- 08:02:58

Date : 19/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : 12-13 AUVERGNE

Heure : 12:02:09

Durée : 00:01:23



> [Ecouter / Regarder cette alerte](#)

- 12:02:09 Arnaud Montebourg a visité le site Aubert & Duval. Des centaines d'emplois vont être générés.
- 12:02:49 Citation
- 12:02:49 Déclaration d'Arnaud Montebourg. Les financiers, les industriels et les banquiers ont su s'unir.
- 12:03:32

Date : 18/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : 19-20 AUVERGNE

Heure : 18:59:36

Durée : 00:02:28



> [Ecouter / Regarder cette alerte](#)

- 18:59:36 Aubert et Duval inaugurerait ce matin ses deux nouvelles unités créées sur le site des Ancizes.
- 18:59:59 Reportage de Frédéric Cuvier.
- 19:00:18 Interview de Marc Dauzat, manager Aubert et Duval. Aubert et Duval oeuvre dans un secteur stratégique, notamment l'aéronautique.
- 19:01:06 Interview d' Eric Zanin, directeur des achats Airbus. Il évoque VSMPO, numéro 1 mondial, et les constructeurs américains portés par Boeing.
- 19:01:33 Interview de Marc Ventre, directeur général délégué du groupe Safran. Il salue un niveau de qualité irréprochable. 150 millions d'euros ont été investis dans ces usines.
- 19:01:58 Retour plateau. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, visitera les usines demain.
- 19:02:04



Date : 19/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : 19-20 AUVERGNE

Heure : 19:01:16

Durée : 00:02:15



[> Ecouter / Regarder cette alerte](#)

- 19:01:16 Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, est venu aux Encizes pour inaugurer ce matin les nouvelles unités de production d'Aubert et Duval. Le ministre est également aller à la rencontre des salariés des ACC.
- 19:01:53 Reportage de Sandrine Montero.
- 19:02:16 Interview d'Arnaud Montebourg. La RATP vient de confier pour 3 ans la rénovation des rames du RER B à l' entreprise clermontoise.
- 19:02:55 Interview d'Anthony Vedeau, délégué syndical CGT aux ACC.
- 19:03:31



Date : 18/10/2012

Pays : FRANCE

Emission : 19-20 AUVERGNE

Heure : 19:02:04

Durée : 00:00:59



[> Ecouter / Regarder cette alerte](#)

- 19:02:04 Aubert et Duval s'est associé avec une société kazakh, pour se faire une place sur le marché de l'aéronautique.
- 19:02:13 Reportage de Pierre Cohignac. Aubert et Duval s'attaque désormais au monopole russe du marché du titane aéronautique. UKAD a signé un contrat d'1,2 milliards de dollars avec EADS et Airbus, jusqu'en 2022.
- 19:03:03



NUCLÉAIRE

Areva négocie avec Astorg pour céder Canberra

Areva n'a pas cédé aux sirènes des industriels américains. Le groupe nucléaire a décidé vendredi d'entrer en négociation exclusive avec le fonds français Astorg pour lui céder sa filiale de mesure de la radioactivité, Canberra, basée dans le Connecticut, selon des sources concordantes. Des discussions qui valorisent la filiale entre 310 millions d'euros et 350 millions, soit plus de 10 fois le résultat brut d'exploitation récurrent de Canberra et qui devraient aboutir dans les quatre à cinq semaines sous réserve de

l'accord des instances du personnel.

Garanties sur l'emploi

Areva, conseillé par Credit Suisse, a privilégié une solution hexagonale pour sa filiale de mesure de la radioactivité, une spécialité considérée comme sensible depuis Fukushima, et bien que Canberra soit basé aux Etats-Unis. Dans la dernière ligne droite, Astorg, conseillé par Bucéphale Finance, est ainsi parvenu à écarter Mirion Technologies, un concurrent détenu par le fonds American Capital, et le

conglomérat américain Danaher. Thermo Fisher et le britannique Montagu ont, eux, été sortis dans la phase finale. Astorg s'est visiblement montré mieux-disant sur la valorisation, mais aussi sur les garanties apportées au groupe nucléaire et le volet social (1.000 personnes). Si les négociations se confirment, le fonds assurerait le maintien de l'intégrité de la société, ce qui n'aurait pas été forcément le cas des autres candidats, notamment sur l'activité européenne.

Le projet de cession de Canberra date de fin 2011 et s'inscrit dans le cadre des mesures du

plan stratégique Action 2016, destiné à améliorer les comptes du groupe en cédant les actifs jugés non stratégiques. Avant même l'opération portant sur Canberra, Areva avait déjà atteint son objectif de céder pour 1,2 milliards d'euros d'actifs d'ici à 2013. La vente au FSI de ses parts dans Eramet, en mai, lui a apporté 776 millions d'euros et la cession de ses parts dans les mines de La Mancha, fin août, s'est élevée à 315 millions de dollars canadiens (environ 245 millions d'euros). **ANNE DRIF**





Michelin s'engage dans une charte inter-entreprises

C'était une première, mardi matin, en Auvergne.

Sur les 299 chartes des relations inter-entreprises signées, peu l'ont été en dehors du ministère de l'Economie à Bercy. « Et encore moins par des groupes du CAC 40 ! », ajoute Roger Troussardi, médiateur régional.

Michelin est la 300e entreprise française, en deux ans, à avoir signé ce texte visant à respecter un certain nombre de principes vis-à-vis de ses partenaires. « C'est un engagement », précise Roger Troussardi. « Il n'y a pas d'actes coercitifs ».

La charte a pour objectif de « construire une relation équilibrée et durable entre les grandes entreprises et leurs fournisseurs, dans la connaissance et le respect des droits et des devoirs respectifs de chaque partie ».

Des principes d'actions sont énoncés, parmi lesquels une équité financière vis-à-vis des fournisseurs. « Dans une période économique particulièrement difficile, il faut que les entreprises prennent le temps de se parler », a résumé le préfet de Région.

à Chartre. Texte sur www.mediateur.industrie.gouv.fr.

Les principales entreprises auvergnates à avoir signé : Aubert & Duval, Volvic, Sanofi-Aventis, Ansaldo, L'Oreal, ministère de l'Intérieur, Service des achats de l'Etat, Caisse des dépôts, Fidal, Valeo et Michelin.



Les meilleures sociétés pour les actionnaires

Notre Grand Prix des Actions honore les entreprises traitant le mieux les investisseurs. Celles qui affichent de belles performances financières dans le respect de leurs actionnaires et de leur environnement.



BOURSE

Enquête : Catherine Brault

Mieux Vivre Votre Argent tient à récompenser les sociétés les meilleures pour les actionnaires. Celles qui leur font gagner de l'argent, bien sûr, mais pas seulement. Raison pour laquelle notre Grand Prix des Actions, remis pour la quatrième année consécutive, repose sur les performances boursières des sociétés mais aussi sur des critères de responsabilité actionnariale et sociale (voir la méthodologie ci-contre). Ce prix est décerné depuis sa création en partenariat avec Vigeo, l'agence spécialisée dans la notation extra-financière, attribuant à chaque entreprise une note de responsabilité sociale. Toutes les sociétés de notre Top 100 suivies par les journalistes de Mieux Vivre Votre Argent (voir page 89)

concourent de façon automatique à notre prix. Hélas, trop nombreuses sont encore celles qui ne répondent pas à notre questionnaire, perdant ainsi des points précieux (voir ci-dessous). Et, pourtant, personne n'est à l'abri d'une bonne surprise ! En atteste le Prix spécial Responsabilité actionnariale jusqu'ici remporté haut la main par Air Liquide trois ans de suite et gagné cette fois par Michelin... qui a bien voulu nous répondre cette année. Le groupe de pneumatiques fait d'une pierre deux coups puisqu'il remporte aussi avec L'Oréal le Prix spécial Entreprise responsable, qui cumule les notes de responsabilité actionnariale et sociale. Pas de changement en revanche pour le Prix spécial Responsabilité sociale attribué, comme l'an dernier, à Danone. Comme dans les éditions précédentes, tous les lauréats de nos prix spéciaux figurent au CAC 40. Et, comme l'an passé, le groupe BIC, qui n'appartient pas à l'indice phare de la place parisienne, monte lui sur le podium



En partenariat avec



Retrouvez tous les jours nos conseils sur les grandes valeurs de la cote

VotreArgent.fr

du Grand Prix des Actions pour une médaille de bronze, derrière deux stars du CAC 40 : Safran pour la médaille d'or et Technip pour l'argent.

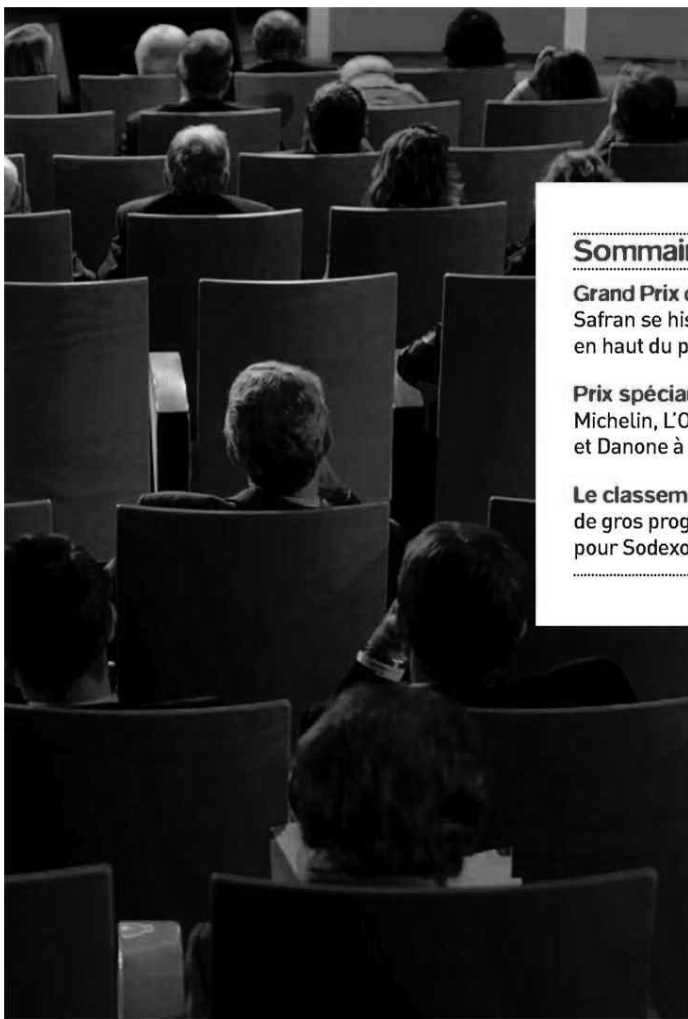
Quatre entreprises décrochent la note financière maximale

Même si aucune d'entre elles ne monte sur le podium, quatre sociétés obtiennent la note financière maximale de 12 : Arkema, Ingenico, Rémy Cointreau et Zodiac. Pour l'obtenir, il fallait avoir réalisé une performance financière, comptabilisant les dividendes réinvestis, d'au moins 139 % sur trois ans. Une barre très haut placée dans

ILS N'ONT PAS VOULU RÉPONDRE...

Six questions posées aux entreprises permettent à Mieux Vivre Votre Argent d'attribuer la note de responsabilité actionnariale. Cette année, cinq sociétés ont déclaré ne pas vouloir répondre : ● Air France-KLM

● Casino ● Christian Dior ● Rallye ● Zodiac. Mais beaucoup trop nombreux sont encore les services de communication n'ayant pas répondu après deux relances au questionnaire qui leur a été adressé en juin :



Sommaire

Grand Prix des Actions :

Safran se hisse
en haut du podium p.44

Prix spéciaux :

Michelin, L'Oréal
et Danone à l'honneur... p.45

Le classement détaillé :

de gros progrès
pour Sodexo p.46

Seules six sociétés ont organisé plus de dix rendez-vous dans l'année avec les actionnaires. C'est peu.

un contexte où 43 sociétés de notre panel ont soldé la période dans le rouge. Comme dans les éditions précédentes, aucune société n'obtient la note maximum de 4 en matière de responsabilité sociale, une douzaine obtenant plus de 3, soit deux de plus que l'an dernier.

Côté responsabilité actionnariale, critère sur lequel une seule société obtient une note supérieure à 3, grosse déception sur le nombre de rencontres avec les actionnaires individuels, en repli par rapport à l'an dernier. Seulement six sociétés ont organisé plus de dix rendez-vous,

alors qu'elles étaient quatorze un an plus tôt. Parmi elles, seules Air Liquide et L'Oréal n'ont pas réduit le nombre de réunions. Plus de la moitié des sociétés cotées (58) se contentent encore de l'assemblée générale obligatoire, un chiffre en léger retrait par rapport à l'an dernier.

Nous présentons dans les pages suivantes le détail des notes et les points qui justifient les prix décernés aux vainqueurs. Sans oublier de préciser les initiatives positives prises par les entreprises non présentes aujourd'hui sur le podium mais se donnant les moyens d'y grimper un jour. ■

Méthodologie

Trois notes pour établir le classement

Concourent de façon automatique à ce prix les cent sociétés suivies chaque mois par Mieux Vivre Votre Argent et chaque jour sur le site VotreArgent.fr. Il s'agit des 100 plus grosses capitalisations de la place de Paris les plus liquides, éligibles au plan d'épargne en actions et au service de règlement différé. Trois notes sont attribuées aux sociétés de notre panel, le Top 100.



Performance financière. La note financière est établie à partir de la performance boursière du titre sur trois ans en intégrant les dividendes réinvestis. Elle permet d'obtenir un maximum de 12 points.



Responsabilité sociale. Attribuée par notre partenaire Vigeo, la note de responsabilité sociale (4 points maximum) prend en compte les six domaines de l'investissement socialement responsable surveillés par l'agence : les ressources humaines, le comportement de l'entreprise sur ses marchés d'intervention, le respect des droits humains, la protection de l'environnement, la gouvernance et l'engagement sociétal.



Responsabilité actionnariale. Calculée par Mieux Vivre Votre Argent, la note de responsabilité actionnariale permet elle aussi d'obtenir 4 points au maximum. A condition de remplir les exigences suivantes : afficher un capital flottant d'au moins 80 %, organiser dans l'année plus de dix réunions avec les actionnaires individuels, assemblée générale comprise, avoir mis en place un comité consultatif d'actionnaires, rembourser intégralement les frais de transfert des titres au nominatif pur, avoir proposé le paiement du dividende en actions pour chacun des trois derniers exercices et, enfin, majorer le dividende pour les détenteurs de titres au nominatif depuis plus de deux ans.

Le bulletin de notes de tous les

Performances et notes obtenues sur les 3 critères par les sociétés du Top 100

Société	Perf. 3 ans ⁽¹⁾				Note globale sur 20	Rang
Accor	+ 17,87%	5,86	2,83	0,92	9,61	36
Aéroports de Paris	+ 7,95%	5,31	3,08	0,00	8,39	47
Air France-KLM	- 59,82%	1,56	3,27	0,25	5,08	82
Air Liquide	+ 54,20%	7,87	1,60	2,67	12,14	18
Alcatel-Lucent	- 72,86%	0,84	2,50	0,67	4,01	88
Alstom	- 42,53%	2,52	2,67	1,42	6,60	65
Arkema	+ 226,28%	12,00	1,30	0,50	13,80	6
Atos	+ 62,04%	8,30	2,50	0,25	11,05	27
Axa	- 22,79%	3,61	2,75	2,08	8,44	46
BIC	+ 111,64%	11,05	2,93	0,50	14,48	3
BioMérieux	+ 1,21%	4,94	2,50	0,25	7,69	55
BNP Paribas	- 24,30%	3,53	3,17	2,08	8,78	44
Bolloré	+ 82,34%	9,43	—	0,00	—	NC
Bourbon	- 13,48%	4,13	1,20	0,25	5,58	79
Bouygues	- 36,08%	2,87	1,85	0,25	4,97	84
Bureau Veritas	+ 124,27%	11,75	2,12	0,00	13,86	5
Capgemini	- 1,13%	4,81	2,67	0,67	8,14	49
Carrefour	- 34,73%	2,95	2,35	1,17	6,47	67
Casino	+ 43,33%	7,27	2,35	0,00	9,62	35
CFAO	—	0,00	—	0,25	—	NC
CGGVeritas	+ 59,62%	8,17	3,25	0,67	12,09	19
Christian Dior	+ 66,47%	8,55	2,50	0,00	11,05	27
Ciments Français	- 30,24%	3,20	1,30	0,00	4,50	87
CNP Assurances	- 31,27%	3,14	2,52	0,25	5,91	75
Crédit Agricole	- 58,91%	1,61	1,75	2,67	6,03	72
Danone	+ 25,60%	6,29	3,58	0,92	10,79	30
Dassault Systèmes	+ 118,90%	11,45	1,20	0,67	13,32	11
EADS	+ 67,42%	8,60	3,08	0,67	12,35	17
Edenred	—	0,00	1,60	0,75	—	NC
Eiffage	- 36,45%	2,85	2,00	0,00	4,85	85
EDF	- 53,06%	1,94	2,83	2,50	7,27	59
Eramet	- 59,07%	1,60	1,35	0,00	2,95	91
Essilor Intl.	+ 100,29%	10,42	2,67	0,67	13,75	7
Euler Hermes	+ 5,70%	5,19	0,90	0,00	6,09	70
Eurazeo	+ 9,22%	5,38	2,50	0,50	8,38	48
Eutelsat Communi.	+ 31,04%	6,59	0,55	0,92	8,06	51
Faurecia	- 11,14%	4,25	0,75	0,00	5,00	83
France Télécom	- 30,70%	3,17	2,75	1,67	7,59	57
GDF Suez	- 28,45%	3,30	2,52	1,42	7,23	60
Gemalto	+ 119,57%	11,49	1,50	0,67	13,65	8
Groupe Eurotunnel	- 5,38%	4,57	1,55	0,67	6,79	62
Havas	+ 51,37%	7,71	1,20	0,25	9,16	39
Hermès Intl.	+ 119,42%	11,48	1,05	0,00	12,53	15
HSBC Holdings	+ 3,23%	5,05	3,08	0,67	8,80	43
Iliad	+ 67,16%	8,59	0,30	0,00	8,89	42
Imerys	+ 25,17%	6,26	2,10	0,67	9,03	41
Ingenico	+ 138,79%	12,00	0,60	0,92	13,52	9
Ipsen	- 44,73%	2,40	1,45	0,00	3,85	90
Ipsos	+ 35,30%	6,82	0,65	0,25	7,72	54
JC Decaux	+ 22,45%	6,11	2,00	0,00	8,11	50
Lafarge	- 25,86%	3,44	2,67	1,83	7,94	52

Grégoire Korganow / Air Liquide

Performance financière
 Responsabilité sociale
 Responsabilité actionariaire.

au 28-09-2012, dividendes réinvestis. En rouge, les vainqueurs des différents prix. En gras, les valeurs

concurrents

Société	Perf. 3 ans ⁽¹⁾		Note			Note globale sur 20	Rang
Lagardère	- 25,82%	3,44	1,60	0,67	5,71	76	
Legrand	+ 68,72%	8,67	2,35	0,67	11,69	22	
L'Oréal	+ 49,92%	7,63	3,42	2,25	13,30	12	
LVMH	+ 79,31%	9,26	2,35	0,00	11,61	24	
M6 Metropole TV	- 23,21%	3,59	2,02	0,00	5,60	78	
Maurel & Prom	+ 9,28%	5,38	0,40	0,25	6,03	72	
Michelin	+ 23,65%	6,18	2,50	3,17	11,85	21	
Natixis	- 33,17%	3,04	1,85	1,17	6,05	71	
Neopost	- 11,03%	4,26	1,85	0,67	6,78	63	
Nexans	- 28,32%	3,30	1,60	0,25	5,15	81	
Nexity	+ 20,74%	6,02	1,60	0,00	7,62	56	
Orpea	+ 7,65%	5,29	—	0,00	—	NC	
PagesJaunes	- 81,03%	0,39	1,55	0,00	1,94	93	
Pernod-Ricard	+ 73,27%	8,93	1,85	0,92	11,69	22	
Peugeot	- 65,53%	1,25	3,27	1,42	5,93	74	
PPR	+ 53,30%	7,82	2,60	0,25	10,67	31	
Publicis Groupe	+ 64,66%	8,45	2,25	0,25	10,95	29	
Rallye	+ 23,67%	6,18	2,35	0,00	8,53	45	
Rémy Cointreau	+ 239,19%	12,00	1,45	0,67	14,12	4	
Renault	+ 19,83%	5,97	2,35	1,17	9,49	38	
Rexel	+ 70,40%	8,77	—	0,50	—	NC	
Rubis	+ 71,78%	8,84	0,65	0,67	10,16	33	
Safran	+ 128,39%	11,98	2,35	0,92	15,24	1	
Saft	- 40,23%	2,65	—	0,67	—	NC	
Saint-Gobain	- 13,36%	4,13	2,60	1,00	7,73	53	
Sanofi	+ 50,37%	7,66	2,75	2,08	12,49	16	
Schneider Electric	+ 41,61%	7,17	3,08	2,33	12,59	14	
Scor SE	+ 28,81%	6,47	2,50	0,67	9,63	34	
SEB	+ 52,38%	7,77	2,50	0,92	11,19	26	
Société Générale	- 55,84%	1,78	2,50	2,08	6,36	68	
Sodexo	+ 56,42%	7,99	3,17	0,25	11,41	25	
Soitec	- 73,38%	0,81	0,80	0,67	2,28	92	
STMicroelectronics	- 27,16%	3,37	2,60	0,25	6,22	69	
Suez Environ.	- 33,56%	3,01	2,60	1,42	7,03	61	
Technicolor	- 82,50%	0,31	—	0,67	—	NC	
Technip	+ 112,04%	11,07	2,92	0,92	14,90	2	
Teleperformance	+ 1,77%	4,97	1,05	0,67	6,69	64	
TF1	- 38,39%	2,75	2,77	0,00	5,51	80	
Thales	- 15,54%	4,01	2,52	0,92	7,44	58	
Total	+ 14,16%	5,65	2,93	1,83	10,42	32	
Ubisoft	- 52,40%	1,97	1,35	0,67	3,99	89	
Valeo	+ 114,98%	11,23	1,45	0,67	13,35	10	
Vallourec	- 38,79%	2,73	2,43	1,33	6,49	66	
Veolia Environ.	- 61,59%	1,46	2,60	1,58	5,65	77	
Vicat	- 14,94%	4,04	0,80	0,00	4,84	86	
Vinci	- 3,78%	4,66	2,92	1,58	9,16	39	
Vivendi	- 7,77%	4,44	3,08	2,00	9,52	37	
Wendel	+ 77,98%	9,19	1,85	0,92	11,95	20	
Zodiac Aerospace	+ 197,31%	12,00	0,40	0,25	12,65	13	

NC : non classé, pas de note Vigeo ou pas de cotation de moins de 3 ans. (1) : Performance sur 3 ans traitées en fiches ci-contre. Sources : Six Telekurs, Mieux Vivre Votre Argent, Vigeo.

LES METIERS DU GROUPE

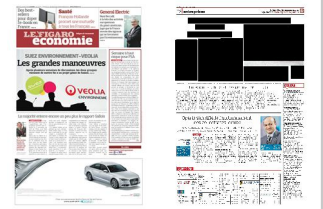


Xstrata 'unfairly disparaged' says chief

Pour accéder à cet article veuillez suivre ce lien.

Access this item by clicking here.





ArcelorMittal tente de desserrer l'étau de sa dette

Le groupe envisage de céder une partie de ses mines canadiennes.

EMMANUEL EGLOFF

INDUSTRIE La course à l'argent frais se poursuit pour ArcelorMittal. Le géant de l'acier serait en négociation afin de vendre une partie minoritaire de ses activités minières au Canada, selon le *Financial Times* du vendredi 19 octobre. Cette filiale a extrait environ 15 millions de tonnes de minerai de fer l'an dernier, sur les 54 millions de tonnes produites par le groupe dans son ensemble.

Les analystes de Morgan Stanley estiment que ces mines canadiennes « *représentent le meilleur actif d'ArcelorMittal dans le domaine minier, avec une excellente croissance à un coût de production réduit, une faible intensité en capital et une bonne rentabilité* ». Pour la banque américaine, « *une cession d'une participation d'un tiers pourrait permettre d'engranger 2,25 milliards de dollars en numéraire* ». Une telle cession serait crédible, car ArcelorMittal a de plus en plus de soucis avec sa dette et, surtout, avec le respect de ses ratios financiers (covenants).

Pour preuve, en août dernier, les trois grandes agences de nota-

tion - Standard & Poor's, Moody's et Fitch - ont dégradé la note de cette dette. S & P l'a même placée dans la catégorie dite « *spéculative* ». Lors de la présentation des résultats, Aditya Mittal, le directeur financier, avait pourtant qualifié de « *prioritaire* » le maintien dans la catégorie supérieure.

Réduction des coûts

Ce n'est pas le montant de la dette qui pose réellement problème. À la fin du mois de juin, elle se situait à 22 milliards de dollars, pas très loin des niveaux de 2011 mais aussi de 2007 (22,5 milliards en clôture de ces deux années). Non, l'inquiétude provient de l'évolution de l'excédent brut d'exploitation (Ebitda), qui donne une idée du cash généré par son activité. Au premier semestre 2012, il s'établissait à 4,4 milliards de dollars, contre 19,7 milliards sur l'ensemble de l'exercice 2007.

Cet effondrement fragilise la stratégie de Lakshmi Mittal, le président et principal actionnaire, qui consistait à investir massivement dans le secteur minier grâce aux liquidités générées par la fabrication d'acier. Ce qui a permis

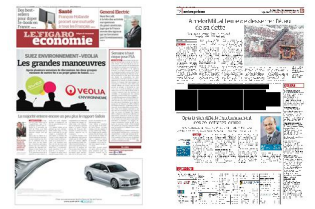
à ArcelorMittal de devenir le quatrième producteur mondial de minerai de fer, derrière les géants miniers Vale, Rio Tinto et BHP Billiton. Le groupe a cependant été contraint de changer son fusil d'épaule, sous la pression du ralentissement économique en Europe. Depuis septembre 2011, il a cédé pour 2,7 milliards de dollars d'actifs jugés non stratégiques. Un important programme de réduction des coûts a également été lancé. Il doit permettre d'économiser 1 milliard de dollars par an d'ici à 2013. La fermeture définitive des hauts-fourneaux de Florange et de Liège en fait partie intégrante.

Ce n'est pas encore suffisant. Les analystes de Morgan Stanley estiment même que « *les risques de voir la société casser ses covenants seront plus élevés à la fin du premier semestre 2013* ». Or, pour un groupe industriel comme ArcelorMittal, la fin du premier semestre 2013 c'est déjà demain.

Pour la banque américaine, le groupe peut cependant réagir en cédant des actifs stratégiques. Les mines canadiennes entrent pleinement dans cette catégorie. ■



La filiale canadienne du géant de l'acier a extrait environ 15 millions de tonnes de minerai de fer l'an dernier. Notre photo, le site de Mont-Wright. ARCELORMITTAL



Dunkerque, « vitrine » française du géant de l'acier

La fermeture possible des hauts-fourneaux de Florange marquerait la fin de la production d'acier en Lorraine. Pas en France. Arcelor-Mittal dispose en effet encore de deux sites de production à Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, et à Dunkerque, dans le Nord. Ce dernier est même le principal site de production du géant de l'acier en Europe, avec une capacité de production de 7 millions de tonnes d'acier par an alors que les deux hauts-fourneaux de Florange produisaient 2 millions de tonnes lorsqu'ils étaient en activité.

Sur 450 hectares, en bordure du port de Dunkerque, le site est totalement intégré depuis la fabrication du coke, le combustible des

hauts-fourneaux, jusqu'au train à chaud, qui permet de laminier les brames d'acier de 10 mètres de long pour en faire des bobines d'un kilomètre. ArcelorMittal a investi beaucoup d'argent pour améliorer cet outil : 800 millions d'euros sur les cinq dernières années.

Les hauts-fourneaux de Dunkerque profitent cependant de la fermeture de ceux de Florange et Liège. « Aujourd'hui, plus de 50 % de nos brames sont expédiées à Florange et Liège », reconnaît Didier Cheval, directeur de l'établissement de Dunkerque. Compte tenu des coûts fixes importants dans une telle usine, afficher un taux d'utilisation élevé est indispensable pour rentabiliser une telle installation. « Plus de 50 % de

nos débouchés se trouvent dans l'automobile », précise Didier Cheval. Les derniers chiffres de l'Association des constructeurs européens (Acea) font état d'un effondrement de 10,8 % des immatriculations sur neuf mois. Le futur, au moins à court terme, va rester difficile pour le producteur d'acier. ■ E. E.

**Plus
de 50 % de
nos débouchés
se trouvent
dans
l'automobile** >>>



SIDÉRURGIE

Afin d'optimiser sa production dans l'Hexagone, alors que la demande d'acier est toujours inférieure de 25 % aux niveaux de 2007, le sidérurgiste entend valoriser les synergies entre son site de Dunkerque et l'aval du site de Florange, en Moselle, pour monter en puissance dans l'automobile.

ArcelorMittal n'abandonne pas la France, mais investira peu pour renouer avec la croissance

Pointé du doigt depuis l'annonce début octobre de la fermeture de ses deux hauts-fourneaux de Florange, ArcelorMittal tente de redorer son blason. Pour donner des gages de sa volonté de pérenniser son activité en Lorraine, malgré la chute de la demande d'acier sur le Vieux Continent, inférieure de 25 % au niveau de 2007, le sidérurgiste réaffirme que la France a toute sa place dans sa stratégie.

Délesté de ses surcapacités de production en Moselle, ArcelorMittal entend faire de Dunkerque la base arrière de sa production française. Avec une capacité totale de 7 millions de tonnes d'acier par an, il s'agit du site le plus important du groupe en Europe de l'Ouest. Dédié entièrement à l'approvisionnement en produits semi-finis, l'usine nordiste produit déjà à 50 % pour Florange et Liège, tout deux récemment séparés de leur phase dite liquide. Afin de valoriser sa ligne de production du Nord-Est, le groupe envisage de multiplier les synergies entre Dunkerque et Florange.

Direction unique

Pour ce faire, ArcelorMittal a annoncé le regroupement des deux sites sous une direction unique, confiée à Henri-Pierre Orsoni, jusque-là patron des usines du Nord. « Dans le contexte économique difficile que la société traverse, il est important de concentrer et de simplifier les modes de décision », a expliqué Henri Blafart, vice-président pour l'Europe, dans un communiqué.

« La demande d'acier ne retrouvera pas les niveaux d'avant-crise », selon Jeroen Vermeij, direc-

20.000

Le nombre de salariés d'ArcelorMittal dans l'Hexagone.

teur des analyses de marché de l'association européenne de la sidérurgie, Eurofer. Pourtant, même avec des niveaux de production structurellement dégradés, la France reste l'une des bases stratégiques d'ArcelorMittal en Europe. Avec 20.000 salariés, le groupe y réalise les deux tiers de sa production européenne d'acier, pour un chiffre d'affaires de plus de 4,6 milliards d'euros en 2011.

Dans l'Hexagone, le cap sera mis sur l'automobile, explique-t-on au sein du groupe, qui reste confiant quant à la capacité du secteur à se remettre d'aplomb. La crise sévit dans l'ensemble de ses débouchés - construction, emballage et automobile -, mais le sidérurgiste semble moins mal loti dans ce dernier secteur, où les perspectives se multiplient pour les aciers ultralégers à forte valeur ajoutée (lire ci-dessous).

Les jalons de la stratégie sont posés, mais les engagements en termes d'investissement se font attendre. Pour valider la stratégie annoncée en France, le gouvernement a appelé le sidérurgiste à investir 150 millions d'euros sur son site mosellan. ArcelorMittal n'avance pas de réponse officielle pour l'instant, mais on concède au sein du groupe que l'investissement sur la filière aval sera vraisemblablement inférieur aux exigences françaises.

Quant au projet de reprise des hauts-fourneaux, voulu par l'Etat, ArcelorMittal a fait savoir qu'il n'avait nullement l'intention d'acheter des brames d'acier à un éventuel futur repreneur. Ce qui complique la tâche d'Arnaud Montebourg.

« Le gouvernement français devra faire des concessions, aucun acheteur classique ne pourrait être intéressé », avance Tom Muller, analyste chez Theodor Glissen à Amsterdam. De son côté, la toute nouvelle Banque publique d'investissement (BPI) a fait savoir qu'elle restera à l'écart du dossier. « La BPI aura vocation à maintenir l'activité et non pas à aider les canards boiteux », a déclaré vendredi son futur patron, Jean-Pierre Jouyet, s'attirant de vives réactions des syndicats et des élus lorrains.

SHARON WAJSBROT CESSION EN VUE DANS LES MINES AU QUÉBEC

ArcelorMittal a l'intention de céder 30 % de sa mine de fer Québec Cartier Mining, a avancé vendredi le « Financial Times », selon qui cet actif est valorisé près de 10 milliards de dollars.

Le sidérurgiste n'a pas souhaité commenter ce qu'il a qualifié de « rumeur ». Quatrième producteur de minerai de fer dans le monde, ArcelorMittal réalise environ 40 % de la production canadienne via cette filiale.

Cette cession pourrait lui permettre de remplir en partie ses objectifs de réduction de sa dette, laquelle s'élevait à 22 milliards de dollars fin juin 2012.





L'automobile, secteur clef pour l'avenir de Florange

Même sans ses hauts-fourneaux, le site lorrain livre toujours en acier PSA et les grands constructeurs allemands. Un débouché plus important que l'emballage, le bâtiment ou l'électroménager.

Plus que jamais, l'avenir du site sidérurgique de Florange d'Arcelor Mittal est étroitement lié à celui des constructeurs automobiles européens, son premier débouché, avec environ 40 % de sa production actuelle, un pourcentage qui devrait monter dans le futur. Après quelques interrogations et des problèmes d'approvisionnement chez ces constructeurs lors des mouvements sociaux de mars dernier, en pleine campagne électorale, les choses sont rentrées dans l'ordre, les salariés ne tenant pas à perdre ces clients précieux.

Depuis l'arrêt des hauts-fourneaux, voici quatorze mois, Florange s'est habitué à la nouvelle répartition du travail : les brames (plaques épaisses d'acier) sont livrées depuis les hauts-fourneaux de Dunkerque, le site lorrain se

chargeant du laminage à chaud, du laminage à froid et d'une partie du traitement de surface. « *Des activités aval que nous voulons renforcer, plus particulièrement pour le secteur automobile* », explique une porte-parole d'ArcelorMittal.

Ligne dédiée au haut de gamme
Florange livre principalement PSA Peugeot Citroën, pour ses usines de Sochaux et Mulhouse, ainsi que tous les grands constructeurs allemands (Mercedes, Volkswagen, BMW, Opel...). Les aciers de Mercedes, spécialiste du haut de gamme, ont même droit à une ligne d'électrozincage particulière, qui ne sert pas les généralistes. Quant à Renault, il n'est que marginalement livré depuis Florange, s'approvisionnant dans d'autres sites.

Leader incontesté dans l'acier pour l'automobile en Europe, avec une part de marché de l'ordre de 47 %, devant ThyssenKrupp, ArcelorMittal est un acteur incontournable pour les constructeurs. Mais ceux-ci rechignent souvent à mettre tous leurs œufs dans le même

panier. Ainsi, Peugeot, qui devait au départ commander à Florange tout son acier pour la nouvelle 208, a préféré, vu les turbulences sociales, négocier une seconde source d'approvisionnement.

Chez PSA, on n'hésite pas à parler de « *relation stratégique* » avec le grand sidérurgiste. « *La concentration des activités amont d'ArcelorMittal dans ses usines de bord de mer est un élément de compétitivité pour nous*, indique-t-on chez le deuxième constructeur européen. *Mais le maintien de l'activité aval à Florange est aussi un élément très positif, étant donné la proximité de nos sites de Mulhouse et de Sochaux et la volonté d'ArcelorMittal de renforcer ses investissements dans ce domaine.* »

Maintenant, les constructeurs attendent surtout que Florange leur livre des aciers « *à haute limite d'élasticité* », des produits à forte valeur ajoutée, essentiels dans la stratégie d'allègement des véhicules. L'objectif : livrer les clients à partir de mars-avril prochains.

DENIS FAINSILBER



L'acier de Florange est principalement acheminé vers les sites PSA de Sochaux ou de Mulhouse, et l'Allemagne.



ArcelorMittal faces an asset sale

ArcelorMittal is relying on iron ore to help dodge the junkyard. A rights issue — giving existing shareholders the right to buy new shares, usually at a discount — would keep the credit ratings agencies at bay, but that would be painful. So the financially creaky metal giant needs to sell assets, including a minority stake in its Canadian iron ore operations.

Weak steel demand, soft prices and poor profits have already led Standard & Poor's to cut the company's rating to junk status. Moody's warns that it could follow suit — unless Arcelor trims its \$32.8 billion in gross debts by a further \$5 billion quickly.

Having already agreed to disposals worth nearly \$2.7 billion, Arcelor is running out of easy levers to pull. Selling a stake in ArcelorMittal Mines Canada could be one way forward. Nothing is official yet, but reports suggest that an Asian steel maker could buy into the Canadian operation.

Following a big expansion program, Mines Canada should generate about \$1.36 billion a year, Morgan Stanley estimates. So valuing it at perhaps five

times that amount, a one-third stake would go for about \$2.25 billion.

An iron ore sale would represent a small strategic reversal. Arcelor says having an in-house supply of its main raw material brings extra growth and helps counter volatile costs for raw materials. But this deal would reduce Arcelor's self-sufficiency, because any new investor would probably claim a share of production. Still, a partner would presumably reduce the financial strain of funding future expansion, and Arcelor's overarching plan — to churn out more iron ore — remains intact.

All told, then, this may be a clumsy workaround. But the main alternative, a rights issue, looks nastier. The controlling Mittal family would probably rather not relive the 2009 capital-raising, which diluted their holding slightly, to 41 percent. And compared with historical valuation multiples, Arcelor shares already look low in cost, even before any discount for a rights issue. QUENTIN WEBB

REUTERS

For more independent commentary and analysis, visit www.breakingviews.com



LES MARCHES DU GROUPE



Cry, the beloved country

Pour accéder à cet article veuillez suivre ce lien.

Access this item by clicking here.

AUTOMOBILE > Arnaud Montebourg, Ministre du redressement productif, a réuni, ce vendredi 19 octobre, le Comité stratégique de la filière automobile. Le FMEA poursuivra l'action de renforcement des fonds propres des acteurs de la sous-traitance.

Alain-Gabriel Verdevoye

Le fonds de modernisation des équipementiers automobiles étendu à 2015



Arnaud Montebourg, Ministre du redressement productif, a réuni, ce vendredi 19 octobre, le Comité stratégique de la filière automobile, qui rassemble l'ensemble des professionnels (constructeurs, équipementiers et distributeurs) ainsi que les organisations syndicales. Il a été notamment décidé d'étendre la durée du Fonds de modernisation des équipementiers automobiles de 2 ans, jusqu'en 2015, "pour poursuivre l'action de renforcement des fonds propres des acteurs de la sous-traitance, en vue de consolider les filières métiers de la sous-traitance automobile", selon le communiqué ministériel.

300 millions à investir

Le FMEA (Fonds de modernisation des équipementiers automobiles) a "encore 300 millions d'euros à investir", soulignait, fin septembre, Catherine Dupont-Gateland, sa directrice générale. Détenu par le FSI (Fonds stratégique d'investissement de la Caisse des dépôts et de l'Etat), Renault et PSA, le FMEA a été créé en 2009. Ses fonds s'élèvent à "625 millions, dont 372 millions ont déjà été investis dans 29 projets", soulignait-elle. Le FMEA a pour but de prendre des participations stratégiques minoritaires dans des PME automobiles, afin de "consolider des acteurs trop petits, les aider dans leurs projets d'internationalisation et les accompagner dans la phase d'industrialisation de leurs innovations". Ces 29 sociétés représentent "38.000 emplois, dont 60% en France".

Réponse à la crise

"Nous nous concentrons sur douze sous-filières automobiles de la transformation, comme le décolletage, le découpage-emboutissage, la fonderie et l'usinage, la plasturgie...", précisait Catherine Dupont-Gateland. "Plus d'une dizaine de dossiers sont actuellement à l'étude", notamment dans la forge-fonderie. Le FMEA est né de la crise de l'automobile de la fin des années 2000 où la filière sous-traitante tricolore était en réel danger. Et il a aidé largement à la pérennisation de sociétés au savoir-faire réputé comme Trèves (textile), SAFE (forge) ou Agrati France (fixations).

DEVELOPPEMENT DURABLE



ENVIRONNEMENT

Les pays développés vont consacrer, d'ici à 2015, un effort financier public et privé deux fois plus élevé que celui réalisé entre 2006 et 2010 en moyenne annuelle, pour aider les pays pauvres à protéger leur patrimoine biologique.

A Hyderabad, les pays riches s'engagent à financer la lutte contre la perte de biodiversité

L'exigeant processus de Nagoya, auquel ont souscrit 193 pays en 2010 pour stopper l'appauvrissement alarmant du capital naturel de la planète, est assuré de poursuivre son cours. Mais il aurait pu sortir davantage renforcé de la 11^e conférence (COP 11) de l'ONU sur la biodiversité qui s'est conclue samedi à Hyderabad, en Inde.

La question essentielle, celle des financements qu'il faudra mobiliser pour tenir d'ici à 2020 les 20 objectifs de préservation fixés il y a deux ans au Japon, a été tranchée. Les pays développés vont consacrer, d'ici à 2015, un effort financier public et privé deux fois plus élevé que celui réalisé entre 2006 et 2010 en moyenne annuelle, pour aider les pays pauvres à protéger leur patrimoine biologique. Le texte final de la conférence prévoit par ailleurs que les flux financiers internationaux dévolus à cet objectif soient maintenus « au moins

à ce niveau jusqu'à 2020 ».

Cette approche comporte toutefois une lacune de taille : aucune donnée chiffrée de base permettant d'établir un montant financier précis n'a été avancée. « On ne sait pas très bien d'où on part et quels sont les besoins des pays en développement », commentait un observateur. Les très rares estimations vont de 74 milliards à 191 milliards de dollars.

Des règles durcies

La conclusion de cet accord n'aura pas été facile. L'Inde, par exemple, réclamait un doublement des aides d'ici à 2014. L'Europe, dont les Etats sont financièrement à la peine, défendait son étalement jusqu'à 2020. L'argent se faisant rare, les règles de distribution des enveloppes vont être durcies. Les pays bénéficiaires, outre qu'ils devront mettre en place des stratégies nationales pour la biodiversité, auront à qualifier et à

quantifier de façon irréfutable leurs besoins pour remplir les 20 objectifs cibles sur la biodiversité.

Cette 11^e COP, dont la prochaine édition se tiendra en 2014 en Corée du Sud, s'avère plus concrète sur d'autres points, plus techniques, mais qui ont leur importance. Le programme REDD, issu de la convention climat de l'ONU et destiné à préserver les stocks de CO₂ des forêts, sera aménagé pour ne pas nuire aux objectifs de la convention sur la biodiversité. « Il ne faudrait pas inciter le Brésil à remplacer des plantes naturelles par des plantes culturales », explique un expert.

Autre avancée, une cinquantaine de zones considérées comme sensibles dans le Pacifique, dans les Caraïbes et en Méditerranée ont été définies. Elles doivent fournir le cadre de futures zones marines protégées en haute mer.

JOËL COSSARDEAUX